



JOURNEES DES 26 & 28 SEPTEMBRE

MEDECINS DU MONDE REAFFIRME SON ENGAGEMENT POUR LES DROITS ET LA SANTE DES FEMMES

(Paris, le 25/09/17) A l'occasion de la journée internationale pour l'accès à la contraception (26 septembre) et de la journée de mobilisation internationale pour le droit à l'avortement (28 septembre), Médecins du Monde réaffirme son engagement pour le droit des femmes et des filles à décider librement de leur sexualité, de leur santé, de leur vie.

Aujourd'hui, **214 millions de femmes qui souhaitent éviter ou différer une grossesse dans les pays en développement n'ont toujours pas accès aux services de planification familiale.** On estime le nombre de grossesses non désirées à **80 millions par an** et à **22 millions le nombre de femmes et de filles qui prennent le risque d'un avortement non médicalisé.** L'accès à l'avortement demeure impossible car pénalisé ou socialement condamné dans plus de 100 pays obligeant les femmes à recourir à des interventions non médicalisées et dangereuses. **Les complications liées aux avortements réalisés clandestinement comptent parmi les principales causes de mortalité maternelle avec 50.000 décès par an.**

Pourtant, il suffirait de répondre aux besoins en contraception des femmes et d'améliorer la qualité des soins en santé sexuelle et reproductive pour réduire le nombre de grossesses non désirées, le taux d'avortements à risque et la mortalité maternelle de près de 75%.

« Pour Médecins du Monde, **l'accès à la santé et aux droits sexuels et reproductifs représente une de nos priorités d'action mais aussi un engagement politique fort** » rappelle le Dr Françoise Sivignon, Présidente de Médecins du Monde. En partenariat avec la société civile locale et en appui aux autorités de santé, Médecins du Monde agit aussi bien dans les zones de crises que le long du parcours migratoire, pour **faire reculer la mortalité maternelle et faire évoluer les politiques et les pratiques qui entravent la capacité des femmes à agir pour elles-mêmes.**

Convaincu de l'importance de cet enjeu majeur de santé et de développement, Médecins du Monde a **rejoint en juillet dernier le mouvement Family Planning 2020 qui s'engage à assurer l'accès aux méthodes contraception modernes pour un millions de femmes et de filles d'ici à 2020 dans 13 pays d'intervention.** « *Les droits sexuels et reproductifs sont des droits humains fondamentaux qui découlent des principes de liberté, d'égalité à la santé ainsi que du respect de la vie privée, à l'autonomie, à l'intégrité et à la dignité de tout individu. Le droit à la contraception et le droit à l'avortement sont essentiels et complémentaires à l'autonomie des femmes. Ces enjeux vont au-delà du secteur de la santé* » insiste le Dr Françoise Sivignon.

L'accès aux services de planification familiale notamment pour les jeunes et le droit à l'avortement constitue une des priorités stratégiques de la France au titre de « l'action extérieure pour les enjeux de population, de droits et de santé sexuels et reproductifs » lancée il y a tout juste un an. Alors **qu'Emmanuel Macron réaffirmait il y a quelques jours le nécessaire combat pour la liberté des femmes, cette volonté doit s'incarner dans la politique d'aide au développement par une diplomatie engagée et surtout par la mobilisation de ressources ciblées et pérennes pour une mise en œuvre effective d'une stratégie ambitieuse mais à l'arrêt faute de budget clairement associé.**

Contact presse

Lisa Veran 01 44 92 14 31 – 06 09 17 35 59 / presse@medecinsdumonde.net